

ENA : le gouvernement instaure un détachement de deux ans des meilleurs élèves

Emmanuel Macron a renoncé à supprimer le sacro-saint classement de sortie de l'école pour une réforme que les observateurs jugent dérisoire.

LE MONDE | 03.02.2018 | Par Soazig Le Nevé



Le classement de sortie de l'École nationale d'administration (ENA) est sauf : l'affectation directe dans les grands corps des meilleurs élèves d'une promotion perdurera. Mais la quinzaine d'énarques sortis dans « la botte » et ayant choisi à ce titre de rejoindre l'Inspection générale des finances, le Conseil d'Etat ou la Cour des comptes, n'y passeront que deux années, avant de se voir affectés en fonction des « priorités gouvernementales », en administration centrale et dans l'administration territoriale. Cette mise à disposition durera deux ans, précise au Monde l'entourage du premier ministre.

Esquissée par Emmanuel Macron le 22 janvier, la mesure a été actée lors du premier comité interministériel de la transformation publique, jeudi 1er février. Et aussitôt mise en œuvre : Edouard Philippe a précisé qu'il avait d'ores et déjà « sollicité les préfets de région et les ministres pour proposer une trentaine de fiches de poste qui permettront, par exemple dès septembre, à de jeunes hauts fonctionnaires d'accompagner en Guyane la réforme du RSA [revenu de solidarité active] qui s'engage sur ce territoire ou d'accompagner le déploiement de Parcoursup [la nouvelle plate-forme pour postuler en 1re année d'études supérieures] auprès des équipes du ministère de l'enseignement supérieur ».

Lire aussi : Emmanuel Macron s'attaque au classement de sortie de l'ENA

Loin de constituer une révolution, cette initiative relève de « la mesurette technique », aux dires du politologue Luc Rouban, chercheur au Cevipof, le centre de recherches politiques de Sciences Po. « On garde le classement, on garde les grands corps, on garde la hiérarchie qui en résulte », résume-t-il. Une fois terminé le détachement, au bout de deux ans, « les grands corps pourront récupérer leurs ouailles. Cela ne change donc pas grand-chose, si ce n'est que le détachement pourra désormais intervenir aussi en début de carrière », analyse-t-il, alors qu'il est actuellement surtout fréquent après quatre années.

Ces annonces sont « très en retrait », alors que le candidat Macron s'était engagé à supprimer l'affectation directe dans les grands corps, [dans une interview au magazine Acteurs publics du 23 avril 2017], rappelle le politologue. Le « big bang » aurait été, selon lui, de passer d'un système de corps à un système d'emploi en définissant « des filières de métiers », comme dans la fonction publique territoriale, estime le politologue.

« On est bon là où on a envie d'être »

Laurent Bigorgne, directeur de l'Institut Montaigne, estime lui aussi que le gouvernement « prend les choses par le petit bout de la lorgnette », alors que « parmi les acteurs publics, beaucoup se plaignent d'une forme de crise des vocations. » Il appelle plutôt à s'interroger sur « le rôle et la vocation des écoles de l'encadrement supérieur public que sont l'INET [Institut national des études territoriales] et l'ENA. Deux établissements qui, de façon incompréhensible, sont toujours séparés ».

La réforme ne suffira pas à faire rester les très brillants énarques dans les ministères sociaux, l'éducation nationale, les transports ou le logement, « sauf à mettre en place un mécanisme de primes extrêmement attractif, qui ferait que soudain le ministère de l'éducation serait aussi séduisant qu'une belle direction au ministère des finances », dont les perspectives de carrière et de rémunération sont autrement plus attrayantes, avance François Saint-Bonnet, professeur en histoire du droit à l'université Panthéon-Assas.

Il ne faudrait pas négliger non plus les aspirations profondes des énarques, qui, même s'ils sont des généralistes, ont établi des plans de carrière. « Beaucoup de candidats préparent le concours parce qu'ils veulent intégrer, par exemple, la préfectorale, s'occuper des enjeux territoriaux de sécurité, illustre François Saint-Bonnet. Or « on est bon là où l'on a envie d'être ».

Si l'affectation des élèves de « la botte » devient plus fréquente dans les ministères sociaux, les stratégies des candidats pourraient être, elles aussi, modifiées, jusqu'à en dissuader certains à passer le concours de l'ENA. Tout en amorçant une diversification sociale au sein des grands corps, « elle irait de pair avec une perte de prestige et donc de pouvoir social », analyse Luc Rouban. Les parcours élitaires pourraient alors changer, les candidats optant pour les concours des écoles de commerce au détriment de celui de l'ENA.

De nouveaux viviers ailleurs

Par un effet mécanique, cela porterait alors atteinte à la qualité du vivier. « Tant que vous n'aurez pas rendu du lustre aux ministères sociaux, à celui de l'éducation nationale ou celui du logement, vous n'aurez donc fait qu'aggraver la situation plutôt que de l'améliorer », affirme Laurent Bigorgne. A ses yeux, le questionnement doit être plus large et concerner également la formation des élites de la fonction publique, l'hybridation de leurs parcours mais aussi la façon dont se font les passages entre public et privé. « Sur ce point, un excès de règles fait qu'un bon nombre de cadres du privé hésitent avant d'aller à Bercy, car ils ont peur ensuite de ne pas pouvoir retourner dans le privé », affirme le directeur de l'Institut Montaigne.

Parce qu'il ne lui apparaît « pas rationnel de former un fonctionnaire aussi longtemps qu'un thésard », Laurent Bigorgne appelle à ce que « les ministères puissent recruter dans de nouveaux viviers », tels que les diplômés de l'école des affaires publiques de Sciences Po, formés pour travailler « à l'intersection du secteur public, du secteur privé et des organisations non gouvernementales au niveau local, national, européen et international », comme l'explique le site de l'école. La formation continue, en lien avec les universités, doit ensuite permettre de colorer la carrière des hauts fonctionnaires en l'enrichissant de multiples interconnexions. « Il faut faire bouger le système de façon synchronisée », assure-t-il.

« L'anaconda qui cache le bœuf »

Pour Adeline Baldacchino, sortie de l'ENA directement à la Cour des comptes en 2009 (promotion Willy Brandt), et auteure de *La Ferme des énarques* (ed. Michalon), toute cette agitation gouvernementale n'est « encore une fois que l'arbre (du classement et des grands corps) qui cache la forêt (de l'inconsistance de la formation). Ou l'anaconda qui cache le bœuf », ironise-t-elle. « Le problème qui intéresse les Français n'est pas de savoir s'il y a un classement – il y en a dans tous les concours ! – ni si les élèves vont aller travailler au Conseil d'Etat, à Bercy, aux affaires étrangères ou à l'écologie », expose-t-elle. Le seul problème, c'est de « savoir s'ils seront bien formés pour ça : efficaces, utiles, au service de l'intérêt public, avec une vocation et des compétences ».

D'après l'ancienne élève, « le plus grand scandale est là, et pas dans l'affectation ». Très critique, Adeline Baldacchino qualifie l'ENA d'« école du naufrage intellectuel, auquel on n'échappe qu'en s'accrochant à des radeaux complètement extérieurs à l'institution – la littérature, la philosophie, l'esprit critique, bref tous les "gros mots" de l'humanisme dont se moquent les tenants des "indicateurs de performance" et du management néolibéral ». La réforme qu'elle appelle de ses vœux n'est donc pas celle du classement de sortie, mais de la formation elle-même.